

Burundi : l'UE appelle pouvoir et opposition à s'engager dans le dialogue

@rib News, 05/10/2016 - Source Xinhua Une délégation de l'Union européenne qui vient de s'journer au Burundi a appelé mardi le gouvernement du Burundi et l'opposition à s'engager dans le dialogue burundais. "Nous avons appelé le gouvernement comme nous avons appelé l'opposition à s'engager sérieusement et d'une façon très crédible dans le dialogue politique", a indiqué devant la presse Koen Vervaeke (photo, c), directeur général pour l'Afrique du Service européen d'Action extérieure et membre de la délégation.

Il a profité de l'occasion pour annoncer qu'il y aura une session de reprise du dialogue qui est prévue dans quelques semaines à Arusha et a indiqué que l'UE compte sur l'engagement plein et entier du gouvernement burundais dans ce cadre car, a-t-il dit, "la solution politique de l'UE se situe dans le cadre de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation de 2000 pour lequel l'UE est cosignataire en tant que témoin". En outre, a-t-il poursuivi, "pour nous et pour les Burundais, cet Accord a permis la stabilité et le développement depuis 2000". Il a aussi fait savoir que la délégation de l'UE a encouragé le gouvernement burundais à coopérer pleinement avec les initiatives comme la médiation régionale, l'Union africaine qui est présente et qui souhaiterait augmenter sa présence au Burundi avec des observateurs militaires et des observateurs des droits de l'homme, les initiatives du Conseil de Sécurité des Nations Unies, les mécanismes du Conseil des droits de l'homme à Genève. "Nous exhortons le gouvernement à saisir ces opportunités pour la sortie de la crise", a souligné K. Vervaeke. Au cours de la conférence de presse animée par la délégation de l'UE après son séjour au Burundi, Carla Montesi, directrice pour l'Afrique centrale et de l'ouest de la direction générale du développement, est revenue quant à elle sur la question d'appui et d'aide de l'UE au Burundi. "Nous avons eu l'occasion de communiquer au gouvernement que l'UE est attachée à la lutte contre la pauvreté au Burundi. Encore une fois nous avons eu l'occasion de soutenir qu'elle n'a pas arrêté ou suspendu l'appui financier au Burundi. Certes, nous avons pris des mesures pour réduire notre coopération avec le Burundi, mais nous avons arrêté l'aide directe au fonctionnement du gouvernement et réduit notre aide directe en faveur de la population", a expliqué Carla Montesi. Elle a fait savoir que l'UE a financé au cours de l'année de nouveaux programmes dans les secteurs de la santé et de l'agriculture pour une valeur de 55 millions d'euros. Dans le secteur de la santé par exemple, a-t-elle dit, le financement de l'UE permet d'assurer le remboursement partiel de la couverture des soins gratuits des femmes qui accouchent dans les structures publiques et des enfants de moins de cinq ans. Elle a souhaité que le gouvernement du Burundi puisse mettre en œuvre rapidement les engagements qu'il a pris, de manière que l'UE puisse, de manière progressive, reprendre pleinement la mise en œuvre de sa coopération dans le pays. L'UE a pris des sanctions contre le Burundi en matière d'appui financier direct au mois de mars 2016 en application de l'article 96 de l'Accord de Cotonou dont elle attend les engagements du Burundi pour la levée de ces sanctions.